



PROJET

Séminaire sur « les chemins de la transition », 19 mars 2016

Compte rendu de l'atelier N°1 « Quelles alternatives ? »

Mot fourre-tout ou réelle solution concrète à une crise globale, qu'entend-on par « actions porteuses d'alternatives ? » Que combattent-elles ? Par qui sont-elles portées, quelles solutions offrent-elles, et comment y arriver ? Parler d'alternatives sous-tend un rejet et une volonté de changement par rapport à une situation vécue comme négative. Elles peuvent être individuelles ou collectives, et porter sur de nombreux domaines comme l'alimentation, la démocratie, le vivre ensemble, la défense des droits, la crise énergétique...

Les discussions de l'atelier « Quelles alternatives ? » se sont articulées autour de trois questions, complétées par une discussion sur le thème des communs : Alternatives à quoi ? Alternatives vers quoi ? Et enfin alternatives comment ?

Alternatives à quoi ?

Plusieurs prismes d'entrée

Nous vivons une crise globale, non seulement écologique et économique mais aussi sociale, démocratique et culturelle, signe d'un système bancal reposant sur des valeurs contestables. La situation est telle que contrairement au passé, la jeune génération semble avoir intégré l'idée qu'elle vivra moins bien que les générations précédentes. Malgré un tel constat, chaque citoyen possède sa propre sensibilité, ses préoccupations, ses valeurs, qui reflètent un vécu, des expériences qui vont façonner sa volonté d'agir. Ainsi, il n'y a pas un mais **plusieurs prismes d'entrée** à la question de la transition et des actions porteuses d'alternatives. Cela peut être une remise en cause du capitalisme, de l'économie néolibérale, la question du changement climatique ou des biens communs, la volonté de réduire les inégalités, un rejet de la culture du déchet, du consumérisme effréné etc. Tous ces aspects sont pourtant les symptômes d'un même système hégémonique malade, ils sont interconnectés et interagissent en permanence, se renforçant les uns-les autres. La critique de ces symptômes relève donc du rejet du système-capitaliste dans son ensemble.

Pour y faire face efficacement, il est indispensable de décloisonner les luttes et de travailler à leur convergence. Les discussions de cet atelier ont cherché à savoir comment les aborder, faire le lien entre toutes ces problématiques aux temporalités différentes, montrer leurs interconnexions et leur caractère systémique.

Tout d'abord, faut-il changer le système de l'intérieur ou de l'extérieur ?

Il est difficilement concevable de prendre part à un système que l'on rejette, de peur d'y être soumis. On a plutôt envie de s'en détacher pour montrer qu'une autre voie est possible. Il est cependant parfois plus facile de le faire plier depuis l'intérieur, mais, se pose alors la question de la légitimité d'action. Par exemple, si nous prenons les associations comme étant vectrices d'alternatives, celles-ci sont pourtant financées par les pouvoirs publics, donc intégrées au système. Est-il alors possible de critiquer un système auquel on participe et qui nous permet d'exister ? Le fait est que l'on peut difficilement être totalement extérieur à un système hégémonique, du fait de sa complexité, de ses ramifications et de ses connexions.

L'approche extérieure offrirait une plus grande portée d'action, puisqu'on a une plus grande légitimité à proposer des alternatives en étant extérieur au système. Cette question reste cependant difficile, et il n'existe pas de solution universelle. Il s'agit pour chacun d'être pleinement conscient de ses capacités d'action, des contradictions, des limites à ne pas dépasser, et bien sûr être source de proposition.

Quelle approche choisir : doit-elle être ciblée ou englober des questions plus large ?

Une autre question se pose désormais, faut-il partir d'une critique du système dans son ensemble, pour ensuite choisir un angle d'attaque ou bien l'inverse ?

La plupart des mouvements actuels semblent choisir la deuxième solution : définir son angle d'attaque en fonction des valeurs que l'on porte pour ensuite élargir son action à une remise en question plus globale. Cette approche reflète bien l'arrivée dans les récentes mobilisations de nouveaux individus absents des luttes passées car peu ou pas politisés. Cela est dû à deux raisons principales : premièrement un rejet généralisé de la politique, surtout venant de la jeunesse, et deuxièmement, contrairement aux autres luttes, les actions porteuses d'alternatives ont la capacité de rassembler, même des citoyens très peu sensibilisés, de par leur approche positive. Pour ces nouveaux militants, entrer par un angle précis, émergent d'un constat particulier est non seulement plus facile mais plus efficace. Il permet de rassembler des citoyens qui ne seraient pas mobilisés autrement, car ne voulant pas s'encombrer d'idéologie complexe.

Il ne faut pas pour autant écarter l'autre solution, qui peut aussi fonctionner de manière très efficace, en termes d'empowerment/de pouvoir citoyen, mais elle s'adresse surtout à un public d'avertis. Tout dépend donc du public à qui l'on s'adresse, individus déjà engagés ou citoyens absents des autres luttes, il s'agit ensuite de faire l'arbitrage nécessaire. La transition nécessite de toucher le plus de citoyens possibles, pour sensibiliser, diffuser des idées et susciter un engagement plus large, proposer d'autres manières de faire.

Critiquer ce qui va mal ou être source de proposition ?

Vient maintenant la question de savoir quelle approche choisir entre dénoncer les failles du système capitaliste, ou proposer des actions porteuses d'alternatives. Là encore, la question n'est pas si simple. Une approche positive, par les perspectives qu'elle offre, tout comme le refus de certains projets, peuvent rassembler un très large public (c'est le cas des mobilisations contre les grands projets inutiles comme Notre Dame des Landes, ou même la récente loi travail, qui sont avant tout critiques). Pour les mêmes raisons que pour la complexité, on observe une tendance à préférer aborder la question sous un angle positif, comme cela a été fait dans le film Demain, ou dans le livre *Alternativez-vous !* Cette approche possède une forte capacité de rassemblement car elle est avant tout porteuse d'espoir. On peut y voir le symbole (de même que la perte de vitesse des différents partis et syndicats) d'une aversion et d'un rejet de la politique actuelle, extrêmement marqués chez les jeunes. Certains mouvements ont d'ailleurs été critiqués sur l'aspect très politisé de leur engagement.

Existe-t-il alors une approche vraiment plus mobilisatrice que l'autre ? Se contenter de la proposition d'alternatives et oublier la critique revient à ne pas remettre en cause le système global que l'on cherche pourtant à remplacer, créant une sorte de dissonance cognitive. De la même façon, se contenter de critiquer le système est stérile, car cela n'offre pas de perspective. Il s'agit donc, selon les stratégies de chaque organisation, de définir par quelle approche commencer, pour ensuite concilier dénonciation et proposition, tout en définissant comment passer de l'un à l'autre.

Toutes ces questions ne peuvent être posées sans aborder la question du rapport de force

Le rapport de force est omniprésent et quotidien, qu'il s'agisse de celui qui nous est imposé par le maintien des politiques publiques – par des mesures comme la réduction des financements, et donc de nos moyens d'actions – ou de celui qu'il faut créer pour être entendus, et il peut prendre la forme de violences subtiles. Par exemple, si nos associations dépendent des politiques publiques et des financements, il leur est très délicat de critiquer ce dont elles dépendent pour exister, et le rapport se trouve en partie biaisé. Restaurer

ce rapport nécessite une indépendance de nos projets, financière mais aussi politique. On est souvent confronté à un rapport de force caché, insidieux, porté par des initiatives de la puissance publique telles que des référendums locaux, des mécanismes de participation, des budgets participatifs, qui paraissent positives mais sont en fait de simples effets d'annonce. Il s'agit souvent d'un maquillage pour détourner l'attention des citoyens, en leur faisant croire que les décisions vont dans leurs sens alors que l'essentiel demeure inchangé.

Le rapport de force peut être restauré notamment par la création de collectifs qui, en faisant converger des luttes venant de sensibilités diverses, permet de conjuguer les forces de chacun et de les renforcer, à condition de définir des lignes directrices communes. Les citoyens rassemblés perçoivent plus facilement l'intérêt général qu'individuellement, il en va de même pour les associations. Ainsi, la communication et la mobilisation apparaissent comme les principaux outils pour (re)créer et maintenir ce rapport de force. Malheureusement, dans la jeune génération, beaucoup semblent réticents à toute forme de confrontation, ce qui est pourtant nécessaire si l'on veut changer de système, car il existe une opposition forte entre le monde harmonieux que l'on souhaite construire et ce qu'il faut faire pour l'obtenir.

L'objectif commun de ce rassemblement pourrait être de redonner le pouvoir aux citoyens. Par exemple, c'est avant tout la recherche du profit qui conduit le système capitaliste, qui oriente l'action publique en fonction de ce critère. Or l'argent des collectivités est avant tout celui des citoyens. Ils ont donc un droit de regard sur la manière dont celui-ci doit être utilisé. C'est un déclic qu'il est temps d'avoir, et qui modifie totalement notre vision du problème.

Alternative vers quoi ?

Au-delà de la simple critique, le but est de construire un monde que l'on considère plus équitable, convivial et responsable. Il s'agit de trouver des solutions aux failles que l'on perçoit dans le système en vigueur et que l'on rejette. Ce caractère idéalisé de la transition, porteur de valeurs sociales et écologiques est souvent qualifié d'utopie. Mais sous ce terme se cache une double connotation : positive car il s'agit de s'approcher d'un idéal, et négative car celui-ci est considéré comme impossible à atteindre, donc irréalisable ce qui la rend peu crédible auprès de certains publics.

Il convient de démontrer que les actions porteuses d'alternatives sont au contraire profondément ancrées dans la réalité, puisqu'elles répondent à des besoins concrets quotidiens : se nourrir, se soigner, se loger, cohabiter... Il serait donc intéressant, au cours d'un prochain travail, de se pencher sur la possibilité de trouver un terme plus approprié. Cela sous-entend de montrer un chemin vertueux, donc de savoir quel chemin, et pour atteindre quel but. Bien entendu, le processus de construction d'une utopie n'est ni tracé ni lisse, mais au contraire semé d'embûches. L'une des premières raisons à cela est qu'il faut construire une utopie commune, qui réponde et reflète les attentes de chacun.

Le mouvement des Communs

Afin de s'orienter dans la bonne direction, il est important de définir des grilles de lecture nous permettant d'évaluer et d'objectiver la loyauté des institutions envers les citoyens, à l'aide de critères spécifiques tels que les Communs. Réfléchir sur ce sujet est indispensable à la remise en cause du système capitaliste, et donc au changement systémique. L'un des fondements de ce système réside en effet dans l'appropriation privée des biens communs à travers le droit de propriété. Les Communs visent à construire des réponses à des besoins partagés (santé, alimentation, démocratie...), de telle façon qu'ils bénéficient à tous, et pas uniquement à ceux qui se sont appropriés ces services. Le mouvement des Communs se différencie cependant des partis politiques car il n'a pas vocation à être hégémonique. De plus, la même logique peut animer certains acteurs ne se revendiquant pas du mouvement.

Le chemin de la transition remet en cause un certain nombre d'idées dominantes acceptées par la population :

- Premièrement, il est important de rappeler que l'argent public est avant tout celui des citoyens, qui ont donc un droit de regard sur les investissements faits avec cet argent. On peut penser à des audits citoyens des politiques publiques : un guide d'évaluation des institutions publiques a d'ailleurs été publié par CLAC 80 (collectif local d'associations citoyennes de la Somme/Picardie). La multiplication de ce type d'initiatives peut avoir de fortes conséquences en termes de pouvoir citoyen et rétablir un rapport de force. A ce titre, une innovation fondamentale serait de s'assurer que les banques et les multinationales payent leurs impôts dans les pays où elles réalisent leur profits et que l'optimisation fiscale soit prohibée.

- Deuxièmement, l'Etat n'est pas le seul à être producteur de droit, Les citoyens le sont aussi, (cela s'est notamment fait autour des Communs avec des conventions d'occupation de lieux autogérés avec les mairies). Il est important d'agir sur les processus démocratiques, donc de savoir comment jouer du droit existant, et comment éviter une réduction des droits fondamentaux comme c'est le cas actuellement.

Les pratiques citoyennes sont productrices de droit

Les institutions ont une certaine tendance au repli sur soi, nous proposons donc d'inventer un système où les décisions sont co-construites par le débat avec les citoyens, même s'il revient aux élus de prendre in fine les décisions. Ceux-ci ne doivent pas devenir des professionnels de la politique car l'objectif d'une carrière politique est contradictoire avec la recherche du bien commun. Leurs mandats doivent donc être limités dans le temps.

Ce qui découle de tout cela, c'est l'importance de développer un imaginaire collectif de la transition à la fois culturel et pragmatique, afin d'entamer un changement global à tous les niveaux d'organisation.

Nous avons la conviction qu'il est possible et réaliste de regrouper les actions autour d'un imaginaire commun, les sphères d'action des initiatives n'étant pas isolées, elles se renforcent les unes les autres. La multiplication des actions porteuses d'alternatives, par effet ascendant, peut effectivement faire système et déstabiliser l'hégémonie actuelle. Un tel travail ne pourra évidemment pas se faire sans un engagement fort de la jeunesse, à qui il incombe de prendre part à la construction de son avenir, et de préserver celui des générations futures.

Alternative comment ?

Quels sont les moyens et les outils à mettre en œuvre pour permettre aux alternatives citoyennes d'être réellement vectrices de transition.

Expliciter la vision commune

Pour cela il est indispensable d'explicitement quelle vision commune de la société se cache derrière les diverses alternatives proposées, et donc d'échanger entre les diverses organisations, afin de construire, développer et partager un regard commun. La construction d'un tel récit, formalisant un imaginaire commun et spécifique, est la base qui permet d'avancer ensemble vers la transition.

Mutualiser les informations, les événements, les actions et la réflexion

Pour aller dans ce sens, le besoin d'une mutualisation a émergé des discussions de l'atelier. Tout d'abord une mutualisation des **informations** et des **données** (cartographie des alternatives, agenda, annuaire, base documentaire) afin de construire une base commune solide, complète et cohérente. Ensuite, une mutualisation des **lieux**, tels que les projets de maisons des Communs ou des alternatives qui sont des lieux permanents pour se retrouver et organiser des projets. La mutualisation **d'événements** (festivals Alternatiba, festival des utopies concrètes, projets d'oasis,...), mais aussi des **modes de communication** (plateformes, sites internet ou autre), **d'action** (comme cela s'est produit pendant la COP21) ou encore de **réflexion**. Pour ce dernier point, la mobilisation d'intellectuels charismatiques permet de porter le message de la transition dans la sphère médiatique et de favoriser la vulgarisation et la transmission au plus grand nombre. Ce travail est essentiel, car il permet de prendre conscience des processus en jeu, de préciser ce qui ne fonctionne pas et enfin de connaître les possibilités d'agir des citoyens. Nous pensons que cette

mutualisation, à condition d'être correctement articulée, permettrait non seulement de décloisonner nos champs d'actions, mais aussi de dépasser et transcender les débats spécifiques aux divers organismes pour porter d'une voix commune le récit de la transition et ainsi peser dans le débat public.

Une plate-forme commune des alternatives

Quelques projets de ce type sont d'ailleurs en cours d'élaboration. Par exemple la plateforme des alternatives propose d'établir une carte interactive recensant l'ensemble des alternatives existant sur le territoire français. Ce projet a été entrepris par diverses associations dont Alternatiba, Cap ou pas Cap ?, le CRID. Un tel outil permet de connaître les initiatives près de chez soi. Mais il est aussi un catalyseur de motivation, puisqu'il permet de se rendre compte de l'ampleur du mouvement des actions porteuses d'alternatives.

Cette mutualisation permet aussi une meilleure visibilité des différents organismes et de leurs informations. Nous sommes actuellement ensevelis sous le poids des informations, toujours plus nombreuses et circulant de plus en plus vite – grâce aux nouvelles technologies. Il devient paradoxalement plus difficile de trouver un type d'informations, ou même de savoir où les chercher. Une telle mise en réseau permettra donc de rendre les informations communiquées plus visibles donc de faciliter leur accessibilité. C'est un moyen d'aller nous-même à la rencontre des individus, de faire rayonner nos actions à des publics nouveaux plutôt que de rester dans des cercles où on sait être entendu. C'est bien là un des enjeux majeurs de la transition.

Mais la mutualisation ne va pas de soi

Cependant, le fait de vouloir mutualiser comporte un certain nombre de risques :

- celui d'aller vers un consensus mou qui perdrait alors tout son poids. Les discussions ont montré que c'est la mutualisation des projets qui permet de se prémunir au mieux contre ce type de dérive ;
- la mutualisation est extrêmement chronophage. C'est pourquoi elle doit rester complémentaire du travail de chacun plutôt que de constituer un échelon supplémentaire ;
- établir une réelle communication en profondeur nécessite de construire de véritables relations avec les différents acteurs, et ne pas rester dans une communication superficielle. Il faut pour cela introduire des espaces inscrits dans la durée, permanents ou réguliers, identifiés par les citoyens et avec des animateurs, qui donnent vie au projet.

Entretenir la mobilisation bénévole dans la durée

Les discussions ont permis de souligner une autre difficulté majeure à laquelle les associations citoyennes sont confrontées. En effet, ces associations reposent en majeure partie sur la mobilisation des bénévoles qui doit être à la fois forte et continue, alors qu'il s'agit justement de l'un des paramètres les plus fluctuants. Des efforts non négligeables de sensibilisation et d'animation sont nécessaires pour susciter l'engagement du plus grand nombre. En amont, ceux-ci reposent sur un travail d'échanges, de partages et de transmission des idées. Le travail concret et pragmatique autour des alternatives constitue un moyen efficace d'entretenir la mobilisation dans la durée. Il doit être ancré dans le contexte local, porté par des acteurs locaux et pensé pour répondre aux attentes concrètes des citoyens.

Un fonctionnement cohérent avec les principes d'action

La question de l'exemplarité des conduites et des modes de fonctionnement doit être posée en permanence au niveau des militants et des organisations. Il est essentiel d'intégrer à notre fonctionnement des pratiques qui utilisent les alternatives elles-mêmes, afin d'acquiescer et de conserver une certaine légitimité, pour ne pas répéter le discours dissonant entre l'engagement et l'action que l'on connaît si bien au niveau des organisations politiques.